

CONV 335/02

NEW VERSION

CONTRIB 117

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat

à la: Convention

Objet: **Contribution présentée par Mme Elena Ornella Paciotti, membre de la
Convention:
"Projet de coNstitution de l'Union européenne"**

Le Secrétaire général de la Convention a reçu de Mme Elena Ornella Paciotti, membre de la Convention, la contribution figurant en annexe.



FONDAZIONE
LELIO E LISLI BASSO ISSOCO

I.

OSSERVATORIO SULL'EUROPA

PROJET DE CONSTITUTION DE L'UNION EUROPENNE

Une proposition basée sur les résolutions du Parlement européen

PRESENTATION

Ce document représente une tentative de traduire en texte cohérent les délibérations du Parlement européen en matière de Constitution de l'Union européenne et de réforme des Traités.

En synthèse, en suivant les indications qui résultent des résolutions successives adoptées par le Parlement européen, nous avons essayé d'intégrer dans un texte unique les normes à caractère constitutionnel contenues dans les Traités en vigueur, en y apportant les innovations souhaitées par le Parlement.

Ce document veut représenter la première partie d'un nouveau traité de l'Union - la Constitution de l'Union européenne - dont la deuxième partie devrait se composer de toutes les autres normes, coordonnées de la même façon dans un texte unique consolidé des Traités en vigueur.

Ce texte contient beaucoup d'éléments nouveaux : la Charte des droits fondamentaux est incorporée dans le texte de la Constitution ; la distinction entre Communauté et Union disparaît ; le système institutionnel est simplifié et clarifié ; les procédures de révision de la Constitution et du Traité sont différenciées.

Nous avons cependant dû renoncer à toute autre proposition innovatrice utile à la rédaction d'un texte constitutionnel autonome, en l'absence de résolutions appropriées du Parlement européen.

Il ne s'agit donc pas de la proposition d'une personne ni d'un groupe politique, mais d'un exercice technique de traduction en pratique de propositions qui ont déjà été votées avec une très large majorité par le Parlement européen.

Le résultat peut constituer un instrument utile pour rendre plus spécifique et concrète la discussion en cours sur une future Constitution de l'Union européenne et peut ainsi contribuer aux travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe.

Ce projet voit le jour avec une initiative d'Elena Paciotti, députée au Parlement européen et présidente de la Fondazione Basso, qui a coordonnée les travaux. Le texte a été rédigé par Federico Petrangeli, de l'Université de Milan, et Valentina Bazzocchi, de l'Université de Bologne. Le texte a été discuté par les membres de l'Observatoire sur l'Europe de la Fondazione Basso, qui ont fait des suggestions et donné des impulsions. La version française a été éditée par Ludovica Zagrebelsky.

N.B.:

Le point de départ de ce travail est le texte consolidé des Traités modifiés à la lumière du Traité de Nice : sont indiquées en note les références ponctuelles. Le caractère italique gras met en évidence les modifications proposées par le Parlement européen : les résolutions en question sont indiquées en note avec la date d'adoption, le titre et le nom du rapporteur. Le caractère italique met en évidence les modifications introduites par les auteurs pour des raisons de coordination.

Sommaire

PREAMBULE

TITRE I

LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX

Chapitre I. Dignité

Chapitre II. Liberté

Chapitre III. Egalité

Chapitre IV. Solidarité

Chapitre V. Citoyenneté

Chapitre VI. Justice

Chapitre VII. Dispositions générales

TITRE II

PRINCIPES FONDAMENTAUX ET OBJECTIFS

TITRE III

POLITIQUES ET COMPETENCES

TITRE IV

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Chapitre I. Dispositions générales

Chapitre II. Le Parlement européen

Chapitre III. Le Conseil

Chapitre IV. La Commission

Chapitre V. La Cour de Justice

Chapitre VI. La Cour des comptes

Chapitre VII. Les comités consultatifs

Chapitre VIII. Le système européen des banques centrales et la Banque Centrale européenne

Chapitre IX. La Banque européenne d'investissement

TITRE V

ACTES ET PROCEDURES

TITRE VI

CONTROLE JURIDICTIONNEL

TITRE VII

DISPOSITIONS FINANCIERES ET BUDGETAIRES

TITRE VIII

ACCORDS INTERNATIONAUX

TITRE IX

COOPERATION RENFORCEE

TITRE X

DISPOSITIONS FINALE

PREAMBULE¹

RAPPELANT l'importance historique de la fin de la séparation du continent européen et la nécessité de créer des bases solides pour la construction de l'Europe de l'avenir, ***dans une perspective de développement de type fédéral²***

SOULIGNANT que l'appartenance à l'Union européenne est fondée sur des valeurs communes aux peuples qui la composent, inscrits dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union³

DESIREUX de renforcer la solidarité entre ces peuples dans le respect de leurs diversités, de leur histoire, de leur culture, de leur langue et de leurs structures institutionnelles et politiques⁴,

DESIREUX de garantir aux citoyens et à ceux qui résident dans l'Union européenne de meilleures conditions de vie et un rôle actif dans le développement économique et social⁵

DETERMINE à promouvoir le progrès économique et social de leurs peuples, ***et à renforcer le modèle social européen⁶***, compte tenu du principe du développement durable dans le cadre de l'achèvement du marché intérieur, et du renforcement de la cohésion et de la protection de l'environnement

RESOLUS à renforcer leurs économies ainsi qu'à en assurer la convergence, et à établir une union économique et monétaire, comportant une monnaie unique et stable,

RESOLUS à mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune prévoyant ***la définition et la mise en œuvre progressive⁷*** d'une politique de défense commune, renforçant ainsi l'identité de l'Europe et son indépendance afin de promouvoir la paix, la sécurité et le progrès en Europe et dans le monde,

¹ Le préambule est tiré des préambules des TCE et TUE, en éliminant les parties qui, dans leur substance, sont déjà présentes dans le préambule de la Charte

² Ajout tiré de l'alinéa 1 du "Projet Herman" de 1994 (Résolution du Parlement européen sur la fondation de l'Union européenne avec en annexe le "Projet de Constitution de l'Union européenne" du 10 février 1994)

³ Nouvelle écriture de l'alinéa 2 du Préambule du "projet Herman" de 1994 en ajoutant une référence à la Charte des droits fondamentaux.

⁴ Nouvelle écriture de l'alinéa 3 du Préambule du "projet Herman" de 1994.

⁵ Nouvelle écriture de l'alinéa 5 du Préambule du "projet Herman" de 1994.

⁶ Ajouté conformément à 16.05.2002, Délimitation des compétences entre l'Union européenne et les Etats membres (Lamassoure), par.8.

⁷ On dépasse le caractère simplement éventuel de la définition de la politique de défense.

RESOLUS à faciliter la libre circulation des personnes, tout en assurant la sûreté et la sécurité de leurs peuples, en établissant un espace de liberté, de sécurité et de justice,

LES ETATS MEMBRES ET LES PEUPLES DE L'UNION EUROPEENNE ADOPTENT LA CONSTITUTION ET LE TRAITÉ SUIVANTS¹ :

CONSTITUTION DE L'UNION

TITRE I

LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION²

PRÉAMBULE

Les peuples de l'Europe, en établissant entre eux une union sans cesse plus étroite, ont décidé de partager un avenir pacifique fondé sur des valeurs communes.

Consciente de son patrimoine spirituel et moral, l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité ; elle repose sur le principe de la démocratie et de l'Etat de droit. Elle place la personne au cœur de son action en instituant la citoyenneté de l'Union et en créant un espace de liberté, de sécurité et de justice.

L'Union contribue à la préservation et au développement de ces valeurs communes dans le respect de la diversité des cultures et des traditions des peuples de l'Europe, ainsi que de l'identité nationale des Etats membres et de l'organisation de leurs pouvoirs publics au niveau national, régional et local ; elle cherche à promouvoir un développement équilibré et durable et assure la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, ainsi que la liberté d'établissement.

A cette fin, il est nécessaire, en les rendant plus visibles dans une Charte, de renforcer la protection des droits fondamentaux à la lumière de l'évolution de la société, du progrès social et des développements scientifiques et technologiques.

¹Cette formulation est tirée des résolutions du Parlement européen qui affirment la double légitimité de l'Union, en tant qu'union d'Etats et en tant qu'union de peuples ; 07.02.2002, Relations PE/parlements nationaux dans la construction européenne (Napolitano), par. 18 et 25.10.2001, Réforme du Conseil (Poos) par. 2. Comme il a été indiqué dans la présentation, ce travail ne se rapporte qu'à la partie constitutionnelle.

² 31.05.2001, Traité de Nice et futur de l'Union (Mendez de Vigo - Seguro) par.9.

La présente Charte réaffirme, dans le respect des compétences et des tâches *de l'Union*¹, ainsi que du principe de subsidiarité, les droits qui résultent notamment des traditions constitutionnelles et des obligations internationales communes aux Etats membres, *de cette Constitution et du Traité*, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, des Chartes sociales adoptées par la Communauté et par le Conseil de l'Europe, ainsi que de la jurisprudence de la Cour de justice des [Communautés européennes]² et de la Cour européenne des droits de l'homme.

La jouissance de ces droits entraîne des responsabilités et des devoirs tant à l'égard d'autrui qu'à l'égard de la communauté humaine et des générations futures.

En conséquence, l'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés ci-après.

CHAPITRE I - DIGNITÉ

Article 1. Dignité humaine

La dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée.

Article 2. Droit à la vie

1. Toute personne a droit à la vie.
2. Nul ne peut être condamné à la peine de mort, ni exécuté.

Article 3. Droit à l'intégrité de la personne

1. Toute personne a droit à son intégrité physique et mentale.
2. Dans le cadre de la médecine et de la biologie, doivent notamment être respectés :
 - le consentement libre et éclairé de la personne concernée, selon les modalités définies par la loi,
 - l'interdiction des pratiques eugéniques, notamment celles qui ont pour but la sélection des personnes,
 - l'interdiction de faire du corps humain et de ses parties, en tant que tels, une source de profit,
 - l'interdiction du clonage reproductif des être humains.

Article 4. Interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants

Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Article 5. Interdiction de l'esclavage et du travail forcé

1. Nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude.
2. Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire.
3. La traite des être humains est interdite.

¹ Les parties en italique sont modifiées en fonction de la nouvelle structure de la constitution

² Dans ce texte on emploie la dénomination Cour de justice.

CHAPITRE II - LIBERTÉS

Article 6. Droit à la liberté et à la sûreté

Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté.

Article 7. Respect de la vie privée et familiale

Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de ses communications.

Article 8. Protection des données à caractère personnel

1. Toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant.
2. Ces données doivent être traitées loyalement, à des fins déterminées et sur la base du consentement de la personne concernée ou en vertu d'un autre fondement légitime prévu par la loi. Toute personne a le droit d'accéder aux données collectées la concernant et d'en obtenir la rectification.
3. Le respect de ces règles est soumis au contrôle d'une autorité indépendante.

Article 9. Droit de se marier et de fonder une famille

Le droit de se marier et le droit de fonder une famille sont garantis selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

Article 10. Liberté de pensée, de conscience et de religion

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.
2. Le droit à l'objection de conscience est reconnu selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

Article 11. Liberté d'expression et d'information

1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières.
2. La liberté des médias et leur pluralisme sont respectés.

Article 12. Liberté de réunion et d'association

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à tous les niveaux, notamment dans les domaines politique, syndical et civique, ce qui implique le droit de toute personne de fonder avec d'autres syndicats et de s'y affilier pour la défense de ses intérêts.
2. Les partis politiques au niveau de l'union contribuent à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'union.

Article 13. Liberté des arts et des sciences

Les arts et la recherche scientifique sont libres. La liberté académique est respectée.

Article 14. Droit à l'éducation

1. Toute personne a droit à l'éducation, ainsi qu'à l'accès à la formation professionnelle et continue.
2. Ce droit comporte la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire.
3. La liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques, ainsi que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques, sont respectées selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

Article 15. Liberté professionnelle et droit de travailler

1. Toute personne a le droit de travailler et d'exercer une profession librement choisie ou acceptée.
2. Tout citoyen ou toute citoyenne de l'union a la liberté de chercher un emploi, de travailler, de s'établir ou de fournir des services dans tout Etat membre.
3. Les ressortissants des pays tiers qui sont autorisés à travailler sur le territoire des Etats membres ont droit à des conditions de travail équivalentes à celles dont bénéficient les citoyens ou citoyennes de l'union.

Article 16. Liberté d'entreprise

La liberté d'entreprise est reconnue conformément au droit communautaire et aux législations et pratiques nationales.

Article 17. Droit de propriété

1. *Toute personne a le droit de jouir de la propriété des biens qu'elle a acquis légalement, de les utiliser, d'en disposer et de les léguer. Nul ne peut être privé de sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, dans les cas et conditions prévus par une loi et moyennant en temps utile une juste indemnité pour sa perte. L'usage des biens peut être réglementé par la loi dans la mesure nécessaire à l'intérêt général.*
2. La propriété intellectuelle est protégée.

Article 18. Droit d'asile

Le droit d'asile est garanti dans le respect des règles de la convention de Genève du 28 juillet 1951 et du protocole du 31 janvier 1976 relatifs au statut des réfugiés et conformément au *Traité*.

Article 19. Protection en cas d'éloignement, d'expulsion et d'extradition

1. Les expulsions collectives sont interdites
2. Nul ne peut être éloigné, expulsé ou extradé vers un Etat où il existe un risque sérieux qu'il soit soumis à la peine de mort, à la torture ou à d'autres peines ou traitements inhumains ou dégradants.

CHAPITRE III - ÉGALITÉ

Article 20. Egalité en droit

Toutes les personnes sont égales en droit.

Article 21. Non-discrimination

1. Est interdite toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

2. Dans le domaine de l'application de la *Constitution et du Traité*, et sans préjudice des dispositions particulières *du Traité* toute discrimination fondée sur la nationalité est interdite.

Article 22. Diversité culturelle, religieuse et linguistique

L'Union respecte la diversité culturelle, religieuse et linguistique.

Article 23. Egalité entre hommes et femmes

L'égalité entre les hommes et les femmes doit être assurée dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération.

Le principe de l'égalité n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures prévoyant des avantages spécifiques en faveur du sexe sous-représenté.

Article 24. Droits de l'enfant

1. Les enfants ont droit à la protection et aux soins nécessaires à leur bien-être. Ils peuvent exprimer leur opinion librement. Celle-ci est prise en considération pour les sujets qui les concernent, en fonction de leur âge et de leur maturité.

2. Dans tous les actes relatifs aux enfants, qu'ils soient accomplis par des autorités publiques ou des institutions privées, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.

3. Tout enfant a le droit d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à son intérêt.

Article 25. Droits des personnes âgées

L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes âgées à mener une vie digne et indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle.

Article 26. Intégration des personnes handicapées

L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes handicapées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.

CHAPITRE IV - SOLIDARITÉ

Article 27. Droit à l'information et à la consultation des travailleurs au sein de l'entreprise

Les travailleurs ou leurs représentants doivent se voir garantir, aux niveaux appropriés, une information et une consultation en temps utile, dans les cas et conditions prévus par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales.

Article 28. Droit de négociation et d'actions collectives

Les travailleurs et les employeurs, ou leurs organisations respectives, ont, conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales, le droit de négocier et de conclure des conventions collectives aux niveaux appropriés et de recourir, en cas de conflits d'intérêts, à des actions collectives pour la défense de leurs intérêts, y compris la grève.

Article 29. Droit d'accès aux services de placement

Toute personne a le droit d'accéder à un service gratuit de placement.

Article 30. Protection en cas de licenciement injustifié

Tout travailleur a droit à une protection contre tout licenciement injustifié, conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales.

Article 31. Conditions de travail justes et équitables

1. Tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité.
2. Tout travailleur a droit à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire, ainsi qu'à une période annuelle de congés payés.

Articles 32. Interdiction du travail des enfants et protection des jeunes au travail

Le travail des enfants est interdit. L'âge minimal d'admission au travail ne peut être inférieur à l'âge auquel cesse la période de scolarité obligatoire, sans préjudice des règles plus favorables aux jeunes et sauf dérogations limitées.

Les jeunes admis au travail doivent bénéficier de conditions de travail adaptées à leur âge et être protégés contre l'exploitation économique ou contre tout travail susceptible de nuire à leur sécurité, à leur santé, à leur développement physique, mental, moral ou social ou de compromettre leur éducation.

Article 33. Vie familiale et professionnelle

1. La protection de la famille est assurée sur le plan juridique, économique et social.
2. Afin de pouvoir concilier vie familiale et vie professionnelle, toute personne a le droit d'être protégée contre tout licenciement pour un motif lié à la maternité, ainsi que le droit à un congé de maternité payé et à un congé parental à la suite de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

Article 34. Sécurité sociale et aide sociale

1. L'Union reconnaît et respecte le droit d'accès aux prestations de sécurité sociale et aux services sociaux assurant une protection dans des cas tels que la maternité, la maladie, les accidents du travail, la dépendance ou la vieillesse, ainsi qu'en cas de perte d'emploi, selon les modalités établies par le droit communautaire et les législations et pratiques nationales.
2. Toute personne qui réside et se déplace légalement à l'intérieur de l'Union a droit aux prestations de sécurité sociale et aux avantages sociaux, conformément au droit communautaire et aux législations et pratiques nationales.
3. Afin de lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté, l'Union reconnaît et respecte le droit à une aide sociale et à une aide au logement destinées à assurer une existence digne à tous ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, selon les modalités établies par le droit communautaire et les législations et pratiques nationales.

Article 35. Protection de la santé

Toute personne a le droit d'accéder à la prévention en matière de santé et de bénéficier de soins médicaux dans les conditions établies par les législations et pratiques nationales. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union.

Article 36. Accès aux services d'intérêt économique général

L'Union reconnaît et respecte l'accès aux services d'intérêt économique général tel qu'il est prévu par les législations et pratiques nationales, *conformément à la Constitution et au Traité*, afin de promouvoir la cohésion sociale et territoriale de l'Union.

Article 37. Protection de l'environnement

Un niveau élevé de protection de l'environnement et l'amélioration de sa qualité doivent être intégrés dans les politiques de l'Union et assurés conformément au principe du développement durable.

Article 38. Protection des consommateurs

Un niveau élevé de protection des consommateurs est assuré dans les politiques de l'Union.

CHAPITRE V - CITOYENNETÉ

Article 39. Droit de vote et d'éligibilité aux élections du Parlement européen

1. Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'Etat membre où il ou elle réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.
2. Les membres du Parlement européen sont élus au suffrage universel direct, libre et secret.

Article 40. Droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales

Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'Etat membre où il ou elle réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.

Article 41. Droit à une bonne administration

1. Toute personne a le droit de voir ses affaires traitées impartialement, équitablement et dans un délai raisonnable par les institutions et organes de l'Union.

2. Ce droit comporte notamment :

_ le droit de toute personne d'être entendue avant qu'une mesure individuelle qui l'affecterait défavorablement ne soit prise à son encontre ;

- le droit d'accès de toute personne au dossier qui la concerne, dans le respect des intérêts légitimes de la confidentialité et du secret professionnel et des affaires ;

- l'obligation pour l'administration de motiver ses décisions.

3. Toute personne a droit à la réparation par la Communauté des dommages causés par les institutions, ou par leurs agents dans l'exercice de leurs fonctions, conformément aux principes généraux communs aux droits des Etats membres.

4. Toute personne peut s'adresser aux institutions de l'Union dans une des langues *du Traité* et doit recevoir une réponse dans la même langue.

Article 42. Droit d'accès aux documents

Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union ou toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre a un droit d'accès aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la commission.

Article 43. Médiateur

Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union ou toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre a le droit de saisir le médiateur de l'union de cas de mauvaise administration dans l'action des institutions ou organes de l'Union, à l'exclusion de la Cour de justice et du Tribunal de première instance dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles.

Article 44. Droit de pétition

Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union ou toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre a le droit de pétition devant le Parlement européen.

Article 45. Liberté de circulation et de séjour

1. Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres.

2. La liberté de circulation et de séjour peut être accordée, conformément à *la Constitution et au Traité*, aux ressortissants de pays tiers résidant légalement sur le territoire d'un Etat membre.

Article 46. Protection diplomatique et consulaire

Tout citoyen de l'union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'Etat membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection des autorités diplomatiques et consulaires de tout Etat membre dans les mêmes conditions que les nationaux de cet Etat.

CHAPITRE VI - JUSTICE

Article 47. Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial

Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article.

Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter.

Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice.

Article 48. Présomption d'innocence et droits de la défense

1. Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.
2. Le respect des droits de la défense est garanti à tout accusé.

Article 49. Principe de légalité et de proportionnalité des délits et des peines

1. Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou le droit international. De même, il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise.

Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit une peine plus légère, celle-ci doit être appliquée.

2. Le présent article ne porte pas atteinte au jugement et à la punition d'une personne coupable d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle a été commise, était criminelle d'après les principes généraux reconnus par l'ensemble des nations.

3. L'intensité des peines ne doit pas être disproportionnée par rapport à l'infraction.

Article 50. Droit à ne pas être jugé ou puni pénalement deux fois pour une même infraction

Nul ne peut être poursuivi ou puni pénalement en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné dans l'Union par un jugement pénal définitif conformément à la loi.

CHAPITRE 7 - DISPOSITIONS GENERALES

Article 51. Champ d'application

1. Les dispositions *du présent Titre* s'adressent aux institutions et organes de l'Union dans le respect du principe de subsidiarité, ainsi qu'aux Etats membres uniquement lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union. En conséquence, ils respectent les droits, observent les principes et promeuvent l'application, conformément à leurs compétences respectives.
2. *Le présent Titre* ne crée aucune compétence ni aucune tâche nouvelles pour l'Union et ne modifie pas les compétences et tâches définies *par la Constitution*.

Article 52. Portée des droits garantis

1. Toute limitation de l'exercice des droits et libertés reconnus par la présente charte doit être prévue par la loi et respecter le contenu essentiel desdits droits et libertés. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général reconnus par l'Union ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui.
2. Les droits reconnus *aux articles 8, 15 alinéas 2 et 3, 18, 21 alinéa 2, 22, 23 alinéa 2, 35, 37, 38, 39, 40, 41 alinéa 3 et 4, 42, 43, 44, 45 et 46* s'exercent dans les conditions et limites définies *par le Traité*¹.
3. Dans la mesure où *le présent Titre* contient des droits correspondant à des droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, leur sens et leur portée sont les mêmes que ceux que leur confère ladite convention. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le droit de l'Union accorde une protection plus étendue.

Article 53. Niveau de protection

Aucune disposition *du présent Titre* ne doit être interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus, dans leur champ d'application respectif, par le droit de l'Union, le droit international et les conventions internationales auxquelles sont parties l'Union ou tous les Etats membres, et notamment la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que par les constitutions des Etats membres.

Article 54. Interdiction de l'abus de droit

Aucune des dispositions *du présent Titre* ne doit être interprétée comme impliquant un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus *au présent Titre* ou à des limitations plus amples des droits et libertés que celles qui sont prévues *par le présent Titre*.

¹ Nouvelle formulation à la suite de l'insertion la Charte dans la Constitution (en tenant compte des explications relatives au texte de la Charte, CHARTE 4471/00 CONVENT 48)

TITRE II

PRINCIPES FONDAMENTAUX ET OBJECTIFS DE L'UNION

Article 55. L'Union européenne¹

- 1. L'Union européenne est composée des Etats membres et de leurs citoyens. Tout pouvoir de l'Union provient émane de ces derniers.*
- 2. L'Union respecte l'identité historique, culturelle et linguistique des Etats membres, ainsi que leur structure constitutionnelle. Elle exerce ses pouvoirs et ses compétences sur base des principes de subsidiarité et proportionnalité et de transparence².*
- 3. L'Union a la personnalité juridique et se donne les moyens nécessaires pour poursuivre ses objectifs et mettre en œuvre ses politiques.*
- 4. Le droit de l'Union, conforme à la Constitution, prévaut sur le droit des Etats membres.*

Article 56. Les principes de l'Union

- 1. L'Union se base sur les principes de liberté, démocratie, respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'Etat de droit, principes qui sont communs aux Etats membres et qui sont exprimés au Titre I³.*
- 2. L'Union fait siens les principes de la Charte des Nations Unies, promeut le maintien de la paix, le développement et le renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit, le respect et la tutelle des droits de l'homme en Europe et dans le monde, participe aux organisations internationales qui poursuivent cet objectif.⁴*

Article 57. Les objectifs de l'Union⁵

1. L'Union se donne pour objectifs :
 - a) de promouvoir le progrès économique et social, un haut degré de compétitivité et de convergence des résultats économiques, et un niveau d'emploi et de protection sociale élevés, et de parvenir à un développement équilibré et durable, notamment par la création d'un espace sans frontières intérieures, par le renforcement de la cohésion économique et sociale et par l'établissement d'une union économique et monétaire avec une monnaie unique,
 - b) de garantir un niveau élevé de protection de l'environnement et l'amélioration de la qualité de ce dernier, l'amélioration du niveau et de la qualité de la vie,
 - c) d'affirmer son identité sur la scène internationale à travers la recherche des finalités et l'affirmation des principes de l'article précédent ; de défendre les valeurs communes, les intérêts fondamentaux, l'indépendance et l'intégrité de l'Union ; renforcer la sécurité de l'Union sous toutes ses formes ; promouvoir la coopération internationale ;

¹ Remaniement de l'art. 1 du projet Herman de 1994

² Intégration du principe de transparence prévu à l'article 1 TUE.

³ Art 6.1 TUE en ajoutant la référence à la Charte des droits fondamentaux.

⁴ Nouvelle écriture de l'article 11 TUE tel que modifié par 17.04.2001, avis sur la répartition des compétences entre l'Union européenne et les Etats membres (Newton Dunn), conclusions par. 6 a) et par 31.05.2001, Traité de Nice et futur de l'Union (Mendez de Vigo, Seguro), par. 15b).

⁵ Art. 2 TUE, avec les ajouts tirés de l'art. 2 TCE, de l'art. 11 TUE et de l'art. 29 TUE

d) de renforcer la protection des droits et des intérêts des ressortissants de ses Etats membres ; de maintenir et de développer l'Union en tant qu'espace de liberté, de sécurité et de justice au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes avec un niveau élevé de sécurité au travers de la prévention et de la lutte contre la criminalité, le racisme et la xénophobie.

Article 58. Citoyenneté de l'Union¹

1. Il est institué une citoyenneté de l'Union. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre. La citoyenneté de l'Union *complète* la citoyenneté nationale et ne la remplace pas.

2. ***Les citoyens de l'Union participent à sa vie politique dans les formes prévues par la Constitution et par le Traité ; ils jouissent des droits et sont sujets aux devoirs prévus par le système juridique de l'Union.***

Article 59. Coopération loyale et solidarité²

1. Les Etats membres adoptent toutes les mesures générales et particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant *de la Constitution et du Traité* ou résultant des actes des institutions de l'Union. Ils facilitent à celle-ci l'accomplissement de sa mission.

2. Les Etats agissent dans un esprit de loyauté et de solidarité réciproque et s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts *de la Constitution et du Traité* ou contraires aux intérêts de l'Union.

TITRE III POLITIQUES ET COMPETENCES DE L'UNION

Article 60. Les politiques de l'Union³

1. Aux fins de l'article 57, a) et b), l'action de l'Union européenne comporte

- a) un marché intérieur caractérisé par l'abolition entre les Etats membre des obstacles à la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux ;
- b) l'interdiction, entre les Etats membres, des droits de douane et de *toute* restriction à l'entrée et à la sortie des marchandises ;
- c) une politique commerciale commune ;
- d) une politique commune dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche ;
- e) une politique commune dans le domaine des transports ;
- f) un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le marché intérieur;
- g) le rapprochement des législations nationales dans la mesure nécessaire au fonctionnement du marché *intérieur*⁴ ;

¹ Art 17 TCE intégré avec l'art. 3 du "projet Spinelli" de 1984 (Résolution du Parlement européen sur le projet de Traité instituant l'Union européenne du 14 février 1984).

² Fusion des art 10 et 49 TCE.

³ Nouvelle écriture de l'article 3 TCE et des articles 2,12 et 29 TUE avec des ajouts dérivant des articles 61, 62 et 63 TCE.

⁴ On substitue "marché commun" avec "marché intérieur"

- h) la promotion d'une coordination entre les politiques de l'emploi des Etats membres en vue de renforcer leur efficacité par l'élaboration d'une stratégie coordonnée pour l'emploi ;
- i) une politique dans le domaine social comprenant un Fonds social européen ;
- j) le renforcement de la cohésion économique et sociale ;
- k) une politique dans le secteur de l'environnement ;
- l) le renforcement de la compétitivité de l'industrie communautaire ;
- m) la promotion de la recherche et du développement technologique ;
- n) l'encouragement à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens ;
- o) une contribution à la réalisation d'un niveau élevé de protection de la santé ;
- p) une contribution à une éducation et à une formation de qualité ainsi qu'à l'épanouissement des cultures des Etats membres ;
- q) une politique dans le domaine de la coopération au développement ;
- r) l'association des pays et territoires d'outre-mer, en vue d'accroître les échanges et de poursuivre en commun l'effort de développement économique et social ;
- s) une contribution au renforcement de la protection des consommateurs ;
- t) des mesures dans le domaine de l'énergie, de la protection civile et du tourisme ;

2. Aux fins de l'article 57, c), l'action de l'Union européenne comporte :

- a) la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune par la définition de principes et d'orientations communs, la décision de stratégies communes, l'adoption d'actions et de positions communes, la coopération systématique entre les Etats membres pour la conduite de leur politique ;
- b) *la définition progressive d'une politique de sécurité et de défense commune renforcée par une coopération dans le secteur des armements, incluant les missions humanitaires et de secours, les activités de maintien de la paix et les missions d'unités de combat dans la gestion des crises, y compris les mesures tendant au rétablissement de la paix*¹.

3. Aux fins de l'article 57, d), l'action de l'Union européenne comporte :

- a) des mesures concernant l'accès et la circulation des personnes ;
- b) des mesures en matière de politique de l'immigration et dans les secteurs des contrôles aux frontières extérieures, de l'asile et de la sauvegarde des droits des citoyens des pays tiers ;
- c) des mesures dans les secteurs de la coopération judiciaire en matière civile et pénale et dans le secteur de la coopération administrative, y compris la reconnaissance des décisions judiciaires et extrajudiciaires ;
- d) des mesures pour la prévention et la répression de la criminalité, organisée ou autre, en particulier le terrorisme, la traite des êtres humains et les crimes contre les mineurs, le trafic de drogue et d'armes, la corruption et la fraude ;
- e) *la promotion d'une coopération plus étroite entre autorités judiciaires, forces de police, autorités douanières des pays membres, au travers, aussi, d'agences comme Eurojust et Europol* ;²
- f) le rapprochement, si nécessaire, des normes des Etats membres en matière pénale ;
- g) *la protection des droits des personnes au niveau de l'Union, aussi à travers des autorités spéciales indépendantes instituées par le Traité, comme le Garant européen pour la protection des données personnelles* ;³

¹ Art. 17 TUE tel que modifié par l'art. 1 du Traité de Nice ; on élimine le caractère simplement éventuel de la définition progressive de la défense commune.

² Nouvelle écriture des articles 30 et 31 TUE tels que modifiés par l'art. 27 E du Traité de Nice.

³ Art. 8 de la Constitution et art. 286 TCE.

4. L'action de la Communauté européenne aux fins du présent article tend à éliminer les inégalités, aussi bien qu'à promouvoir la parité entre hommes et femmes.

5. Les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et action visées dans le présent article, en particulier afin de promouvoir le développement durable.¹

Article 61. Le système de répartition des compétences².

1. L'Union agit dans les limites des compétences qui lui sont conférées et des objectifs qui lui sont assignés par la *Constitution*.³

2. Dans les matière de compétence exclusive de l'Union elle est seule à pouvoir adopter des règles législatives. Dans ces matières les Etats membres peuvent intervenir uniquement si autorisés par l'Union et dans les limites de cette autorisation, selon les modalités établies par le Traité⁴.

Article 62. Subsidiarité et proportionnalité.⁵

1. Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les Etats membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire.

2. Dans les matières qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'intervention de l'Union n'est légitime que si elle remplit au moins un des trois critères suivants :

a) l'espace de l'action prévue dépasse les limites d'un Etat membre et l'action comporterait des risque d'effets contraires, en termes de distorsion et déséquilibre pour un ou plusieurs Etats, si elle n'était pas gérée au niveau communautaire ;

b) l'action prévue au niveau communautaire, par rapport aux actions semblables qui seraient mises en œuvre séparément par chaque Etat membre, présente un avantage de synergie tangible en termes d'efficacité et d'économie d'échelle ;

c) l'action prévue répond à une exigence de solidarité ou de cohésion qui, à la lumière des différences de développement, ne peut être assumée de façon satisfaisante dans le cadre de chaque Etat membre.

3. L'action de l'union n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs de la *Constitution*.

¹ Art. 6 TCE.

² Nouvel article ; 16.05.2002, Délimitation des compétences entre l'Union européenne et les Etats membres (Lamassoure), par. 19 et suivants.

³ Art 5 TCE.

⁴ L'hypothèse d'une "autorisation" de l'Union pour les Etats membres pour l'exercice de compétences propres de l'Union se retrouve dans 16.05.2002, Délimitation des compétences entre l'Union européenne et les Etats membres (Lamassoure), par.22, où on n'indique cependant pas les modalités selon lesquelles celle-ci serait accordée.

⁵ Art 5 TCE modifié d'après la résolution Lamassoure (point g du considérant)

4. Chacune des institutions assure, dans l'exercice de ses compétences, le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité, selon les dispositions et procédures prévues par le Traité ¹.

Article 63. Les compétences exclusives de l'Union²

1. L'Union dispose d'une compétence exclusive dans les matières suivantes :

- a) le marché intérieur, y compris les libertés de circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux et les services financiers ;*
- b) la politique de la concurrence ;*
- c) les politiques structurelles et de cohésion ;*
- d) le renforcement et le développement de l'espace commun de liberté, sécurité et justice ;*
- e) la politique douanière ;*
- f) la définition et la mise en œuvre de la politique extérieure et de défense commune ;*
- g) les relations économiques extérieures ;*
- h) les accords d'association ;*
- i) le financement du budget de l'Union ;*
- j) pour les pays qui adhèrent à la monnaie commune, la politique monétaire.*

Article 64. Les compétences communes de l'Union et des Etats membres³

1. Dans les matières suivantes à compétence commune, l'Union dégage les orientations, les principes généraux et les objectifs, y compris, si nécessaire, les règles communes et les standards minimum :

- a) la promotion de l'égalité entre hommes et femmes ;*
- b) la politique sociale et de l'emploi ;*
- c) la politique d'immigration et les autres politiques liées à la libre circulation des personnes ;*
- d) la protection des consommateurs ;*
- e) l'environnement ;*
- f) la politique agricole et la pêche ;*
- g) les transports ;*
- h) les réseaux transeuropéens ;*
- i) la recherche et le développement technologique ;*
- j) l'énergie ;*
- k) la fiscalité liée au marché unique ;*
- l) la politique étrangère ;*
- m) la politique de défense et de sécurité, intérieure et extérieure, dans leur dimension transnationale ;*
- n) la coopération au développement ;*
- o) l'association des pays et territoires d'outre-mer ;*

¹ Le paragraphe 4 est tiré du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, auquel nous renvoyons.

² 16.05.2002, Délimitation des compétences entre l'Union et les Etats membres (Lamassoure) par 22,23 et 24 (Pour la définition des compétences de l'Union, dans ce Titre, nous reproduisons le texte de la résolution, qui demanderait lui-même des ajustements et des précisions).

³ 16.05.2002, Délimitation des compétences entre l'Union et les Etats membres (Lamassoure), par. 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34.

2. Dans ces matières la norme communautaire a comme but une discipline uniforme uniquement là où, en l'absence de celle-ci, l'égalité des droits ou la concurrence risqueraient d'être compromises. Les Etats membres gardent leur capacité de légiférer lorsque l'Union n'a pas encore exercé ses pouvoirs.

3. Dans les matières suivantes à compétence commune, l'Union agit exclusivement pour compléter l'action des Etats membres, qui gardent donc la compétence de droit commun :

a) l'éducation, la formation professionnelle et la jeunesse ;

b) la protection civile ;

c) la culture ;

d) les moyens d'information ;

e) le sport ;

f) la santé ;

g) l'industrie ;

h) le tourisme ;

i) les contrats civiles et commerciaux ;

4. Dans les matières suivantes à compétence partagée, l'Union coordonne les politiques nationales selon les procédures prévues par le Traité¹

a) les politiques budgétaires et fiscales dans le cadre de l'Union économique et monétaire ;

b) les politiques de l'emploi.

Article 65. Les compétences des Etats membres.²

Les Etats membres sont compétents pour toutes les matières qui ne sont pas mentionnées dans la Constitution et dans le Traité.

Article 66. Autres interventions de l'Union³

Si une action de l'Union apparaît nécessaire pour réaliser un des objectifs mentionnés dans la Constitution, sans que celle-ci ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil et le Parlement, en utilisant la procédure prévue à l'art 98 prennent les dispositions appropriées. La Cour des Comptes informe le Conseil, la Commission et le Parlement européen des conséquences du transfert de compétences sur le budget de l'Union.

¹ 16.05.2002, Délimitation des compétences entre l'Union et les Etats membres (Lamassoure), par 30-31 on prévoit d'établir de nouvelles formes de coordination et de les indiquer dans le traité (on ne dit pas lesquelles). Dans le Traité il faudrait prévoir, avec la prudence nécessaire, une référence à la méthode ouverte de coordination, telle que définie dans les conclusions du Conseil de Lisbonne. 4.10.2001, Renforcement de la coordination des politiques économiques dans l'espace de l'euro (Bérès), par. 2 ; 29.11.2001, Gouvernance européenne (Kaufmann), par. 37 ; 16.05.2002, délimitation des compétences entre l'union et les Etats membres (Lamassoure), par. 33.

² 16.05.2002 Délimitation des compétences entre l'Union et les Etats membres (Lamassoure), par. 21 et art. 308 TCE avec les modifications suggérées par la résolution même.

³ Cet article reprend l'art. 308 TCE, avec les modifications proposées par 16.05.2002, Délimitations des compétences entre l'Union et les Etats membres (Lamassoure), par.35.

TITRE IV ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

CHAPITRE I DISPOSITIONS GENERALES

Article 67. Le conseil européen¹

Le Conseil européen donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations politiques générales.

Le Conseil européen réunit les chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres ainsi que le président de la Commission. Ceux-ci sont assistés par les ministres chargés des affaires étrangères des Etats membres et par un membre de la Commission. Le Conseil européen se réunit au moins deux fois par an, sous la présidence du chef d'Etat ou de gouvernement de l'Etat membre qui exerce la présidence du Conseil.

Le Conseil européen présente au Parlement européen un rapport à la suite de chacune de ses réunions, ainsi qu'un rapport écrit annuel concernant les progrès réalisés par l'Union.

Article 68. Les institutions²

L'exécution des tâches de l'Union est assurée par les institutions suivantes :

- le Parlement européen
- le Conseil
- la Commission
- la Cour de Justice
- la Cour des Comptes

Dans l'exécution de *leurs*³ tâches le Conseil et la Commission sont assistés par un Comité économique et social et par un Comité des régions, qui ont des fonctions consultatives.

Article 69. Principe d'attribution des pouvoirs⁴

Le Parlement européen, le Conseil, la Commission, la Cour de Justice et la Cour des Comptes exercent leurs attributions dans les conditions et aux fins prévus *par la Constitution et par le Traité*.

Article 70. Le système européen des banques centrales et la Banque centrale européenne⁵

Il est institué, selon les procédures prévues *par le Traité*, un Système européen de banques centrales (ci-après dénommée SEBC) et une Banque centrale européenne (ci-après dénommée BCE), qui agissent dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés *par la Constitution, par le Traité* et par le statut du SEBC et de la BCE annexé à celui-ci.

¹ Art.4 TUE.

² Version consolidée de l'art.5TUE et de l'art. 7 TUE.

³ On enlève ainsi la limitation selon laquelle le CES et le CdR ne valent que pour la Communauté 29.11.2001, Résolution sur le processus constitutionnel et le futur de l'Union (Leinen, Méndez de Vigo), par. 3 b) et f) ; 31.05.2001, Résolution sur le Traité de Nice et le futur de l'Union européenne (Méndez de Vigo, Seguro), par.17.

⁴ Version consolidée de l'art. 5 TUE et de l'art. 7 TCE dernière phrase.

⁵ Nouvelle écriture de l'art. 8 TCE

Article 71. La Banque européenne d'investissement¹

Il est institué une Banque européenne pour les investissements, qui agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées *par le Traité* et par le statut *annexé à celui-ci*.

CHAPITRE II. LE PARLEMENT EUROPEEN

Article 72. Composition²

1. Le Parlement européen est composé de représentants des peuples des Etats réunis dans l'Union. Les représentants sont élus au suffrage universel direct pour une période de cinq ans.

2. Le Parlement européen élabore, *d'après la procédure de l'art.98³*, un projet en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres qui le composent ou conformément à des principes communs à tous les Etats membres. ***Le projet peut prévoir qu'un certain pourcentage de sièges soit repartie, selon le système proportionnel, dans le cadre d'une circonscription européenne unique⁴.***

Le nombre des représentants élus dans chaque Etat membre *est établi par le Traité* et doit assurer une représentation appropriée des peuples des Etats réunis dans l'Union. Le nombre des membres du Parlement européen ne dépasse pas sept cent⁵.

3. Le statut et les conditions générales pour l'exercice des fonctions des membres du Parlement européen sont établis par acte législatif approuvé par le Parlement à la majorité des membres qui le composent⁶.

4. Le Parlement européen établit à la majorité des membres qui le composent son propre règlement intérieur et décide de l'endroit où il siège et organise ses réunions⁷.

¹ Art.9 TCE

² Version consolidée de parties sélectionnées des articles 189, 190 et 197 TCE.

³ 29.11.2002, Processus constitutionnel et futur de l'UE (Lainent Mendiez de Vivo), par. 4 c) ; 31.05.2001, Traité de Nice et futur de l'Union européenne (Mendez de Vigo, Seguro), par. 29 et 30.

⁴ 13.04.2002, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par.6 ; 15.07.1998, Procédure électorale pour l'élection du Parlement européen (Anastassopoulos), par. 3 et 4.

⁵ 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions à l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 5.2 ; 31.05.2001 Traité de Nice et futur de l'Union européenne (Mendez de Vigo, Seguro), par. 15.

⁶ 31.05.2001, Traité de Nice et futur de l'union européenne (Mendez de Vigo, Seguro), par. 26.

⁷ 31.05.2001, Traité de Nice et futur de l'Union européenne (Mendez de Vigo, Seguro), par.26 ; 13.04.2000, Adapter les institutions à l'élargissement. (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 9.

Article 73. Fonctions¹

1. Le Parlement européen participe au processus conduisant à l'adoption des actes communautaires, en exerçant ses attributions *d'après la procédure de l'art.98²*, ainsi qu'en rendant des avis conformes ou en donnant des avis consultatifs.

2. Le Parlement européen peut, à la majorité de ses membres, demander à la Commission de soumettre toute proposition appropriée sur les questions qui lui paraissent nécessiter l'élaboration d'un acte communautaire pour la mise en œuvre *de la Constitution*.

3. Le Parlement européen exprime un *avis contraignant sur les principaux aspects et sur les choix fondamentaux en matière de* politique étrangère et de sécurité de l'Union et est informé régulièrement par la Présidence et par la Commission de ses développements³.

4. Le Parlement européen en séance publique procède à l'examen de la relation générale annuelle sur les progrès de l'Union⁴. Le Parlement européen peut formuler des interrogations ou exprimer des recommandations au Conseil européen, au Conseil ou à la Commission⁵

Article 74. Motion de censure⁶

Le parlement européen, saisi d'une motion de censure sur la gestion de la Commission, ne peut se prononcer sur cette motion que trois jours au moins après son dépôt et par un scrutin public.

Si la motion de censure est adoptée à la majorité des deux tiers des voix exprimées et à la majorité des membres qui composent le Parlement européen, les membres de la commission doivent abandonner collectivement leurs fonctions. Ils continuent d'expédier les affaires courantes jusqu'à leur remplacement. Dans ce cas, le mandat des membres de la Commission nommés pour les remplacer expire à la date à laquelle aurait dû expirer le mandat des membres de la Commission obligés d'abandonner collectivement leurs fonctions.

Article 75. Votations⁷

Sauf les cas où il est prévu que le Parlement européen délibère à la majorité absolue de ses membres ou les cas où il est prévu autrement, le Parlement européen délibère à la majorité absolue des voix exprimées.

Article 76. Droit de pétition au Parlement européen⁸

Tout citoyen de l'Union, ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre, a le droit de présenter, à titre individuel ou en association avec d'autres citoyens ou personnes, une pétition au Parlement européen sur un sujet relevant des

¹ Art. 192 TCE.

² 07.02.2002 Rapports PE/Parlements nationaux (Napolitano) par. 5 ; 29.11.2001 Processus constitutionnel et futur de l'UE (Leinen, Mendez de vigo), par.4 c) ; 31.05.2001, Traité de Nice et futur de l'UE (Mendez de Vigo, Seguro), par. 29 et 30.

³ Art. 21.1 tel que modifié d'après 10.04.2002, Résolution sur la situation actuelle de la politique européenne de sécurité et de défense (Brok), par. 26.

⁴ Nouvelle écriture de l'art. 200 TCE.

⁵ Fusion des art. 4, 21.2, 39.2 TUE.

⁶ Art. 201 TCE

⁷ Remaniement de l'art.198 TCE.

⁸ Art. 194 TCE

domaines d'activités de l'Union et qui le ou la concerne directement.

Article 77. Le Médiateur européen¹

1. Le parlement européen nomme un Médiateur, habilité à recevoir les plaintes émanant de tout citoyen de l'Union ou de toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre et relatives à des cas de mauvaise administration *au sens de l'article 43*.

2. Le Médiateur est nommé après chaque élection du Parlement européen pour la durée de la législature. Son mandat est renouvelable.

Le Médiateur peut être déclaré démissionnaire par la Cour de justice, à la requête du Parlement européen, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave.

3. Le médiateur exerce ses fonctions en toute indépendance. Dans l'accomplissement de ses devoirs, il ne sollicite ni accepte d'instructions d'aucun organisme. Pendant la durée de ses fonctions, le médiateur ne peut exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non.

CHAPITRE III. LE CONSEIL

Article 78. Composition et Présidence²

1. Le Conseil sauf dans les cas où il se réunit dans la composition des chefs d'Etat et de gouvernement³ ***est composé de représentations des Etats membres nommées par leurs gouvernements respectifs. Chaque représentation est dirigé par un ministre chargé de façon spécifique et permanente des affaires de l'Union.***

2. La Présidence est exercée à tour de rôle par chaque membre du Conseil pour une durée de six mois selon l'ordre établi par le Conseil, qui délibère à l'unanimité.

3. Le Président en charge du Conseil réfère au Parlement européen au début de la Présidence pour la présentation du programme, pendant la Présidence pour les progrès réalisés et à la fin de la présidence pour un bilan récapitulatif⁴.

4. Des réunions spéciales du Conseil, composé par les ministres des Etats membres compétents pour leurs matières respectives, sont consacrées à la politique étrangère et de sécurité commune et à la politique de défense.⁵

¹ Parties sélectionnées de l'art. 195 TCE.

² Art. 203 TCE, modifié d'après l'art.20 du "Projet Spinelli" de 1984 (Résolution du Parlement européen sur le projet de Traité instituant l'Union européenne du 14 février 1984)

³ Hypothèse déjà prévue par les Traités en vigueur, par exemple art 7 TUE.

⁴ 25.10.2001, Réforme du Conseil (Poos), par. 18.

⁵ 26.09.2002 Relation sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune (brochure par 13).

Article 79. Fonctions¹

1. En vue d'assurer la réalisation des objets fixés par la constitution le conseil :

a) participe à la fonction législative dans le cadre de la procédure de codécision²

b) assure la coordination des politiques économiques générales des Etats membres,

c) dispose d'un pouvoir de décision

2. Concernant la politique étrangère et de sécurité commune le Conseil :

a) prend les décisions nécessaires pour la définition et la mise en œuvre de la politique extérieure et de sécurité commune sur base des orientations générales définies par le Conseil européen,

b) recommande des stratégies communes au Conseil européen et les met en œuvre, notamment en arrêtant des actions communes et des positions communes.

3. Le Conseil promeut la coopération entre les Etats membres et avec les institutions de l'Union dans le cadre de la coopération judiciaire et de police en utilisant les instruments prévus par le Traité, tels que Eurojust et Europol.³

4. Lorsque le Conseil agit en tant que législateur, ses réunions sont publiques. Les délibérations, les votations, les déclarations de vote et les points du procès verbal en rapport avec l'adoption de textes législatifs sont rendus publics⁴.

Article 80. Votes⁵

1. Le Conseil délibère ***à la majorité qualifiée*** sauf les cas où il est prévu que le Conseil délibère à l'unanimité ou à la majorité simple.⁶

2. La majorité qualifiée est atteinte avec le vote favorable de la majorité simple des Etats membres qui représentent la majorité de la population totale des Etats membres de l'Union⁷.

3. Les abstentions des membres présents ou représentés n'empêchent pas l'adoption des délibérations du Conseil pour lesquelles l'unanimité est requise.

¹ Nouvelle écriture de l'art. 202 TCE et de l'art. 13.3 TUE

² 7.02.2002, Relations PE/Parlements nationaux (Napolitano), par. 5 ; 29.11.2001, Processus constitutionnel et futur de l'Union (Leinen Mendez de Vigo), par. 4 c) ; 31.05.2001, Traité de Nice et futur de l'Union européenne (Mendez de Vigo, Seguro), par. 29 et 30.

³ 29.11.2001, Processus constitutionnel et futur de l'Union (Leinen Mendez de Vigo), par. 3 f).

⁴ 14.03.2002, Mise en œuvre par le Conseil et la Commission du règlement sur l'accès public aux documents (B5-10131/2002), par. 20 et 21 ; 25.10.2001, Réforme du Conseil (Poos), par. 25 ; 29.11.2001, Gouvernance européenne (Kaufmann), par. 20.

⁵ Art. 205 TCE.

⁶ La majorité qualifiée est assumée comme procédure ordinaire, d'après : 29.11.2001, Processus constitutionnel et futur de l'UE (Leinen, Mendez de Vigo), par. 4 c) ; 31.05.2001, Traité de Nice et futur de l'UE (Mendez de Vigo, Seguro), par. 29.

⁷ 13.04.2000, CIG, Adapter les institutions à l'élargissement (Dimitrakopouls, Leinen), par. 10.1.

CHAPITRE IV LA COMMISSION

Article 81. Composition¹

1. La Commission est composée de membres choisis en raison de leur compétence générale et offrant toutes garanties d'indépendance.

Seuls les nationaux des Etats membres peuvent être membres de la Commission.

La composition de la Commission est prévue par le Traité.²

2. Les membres de la Commission exercent leurs fonctions en pleine indépendance dans l'intérêt général de l'Union.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions. Chaque Etat membre s'engage à respecter ce caractère et à ne pas chercher à influencer les membres de la Commission dans l'exécution de leur tâche.

Article 82. Nomination³

1. Les membres de la Commission sont nommés pour une durée de cinq ans, sauf l'éventuelle motion de censure.

Leur mandat est renouvelable.

2. Le Conseil, réuni au niveau des Chefs d'Etat et de gouvernement et avec délibération à la majorité qualifiée, désigne deux ou plusieurs candidats à la charge de Président de la Commission. Parmi ces deux candidats le parlement européen élit, à la majorité de ses membres, le Président de la Commission⁴.

3. Le Président de la Commission désigne, après avoir entendu le Conseil, les autres membres de la Commission.

Les membres ainsi désignés sont soumis au vote d'approbation du Parlement européen, à la majorité de ses membres.⁵

¹ Art. 213.1 TCE, parties sélectionnées, et art 213.2 par. 1 et 2 TCE.

² 13.04.2000, CIG, Adapter les institutions à l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par 12.1 : présente deux options possibles : 1) une Commission composée de 20 commissaires et du Président, avec un système de rotation qui garantisse l'opportunité de participation aux citoyens de chaque Etat membre ; 2) un commissaire pour chaque Etat membre, le rôle du Président renforcé et l'institution d'une hiérarchie interne qui permette à la Commission de travailler de manière efficace. La question est laissée en suspens en attendant que le Parlement choisisse entre les deux solutions (le "projet Spinelli" et le "projet Herman" renvoient la composition de la Commission à une loi organique).

³ Art. 214 TCE

⁴ 13.04.2000, Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 12.2.

⁵ Ceci se déduit *a contrario* comme différenciation par rapport à la procédure de nomination du vice président avec fonction de Haut Représentant. La consultation du Conseil pour la désignation des commissaires est prévue par le "projet Spinelli" au par. 25.2.

4. Le Conseil, par délibération à la majorité qualifiée et en accord avec le Président de la Commission, désigne un candidat pour la charge de Haut Représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune qui assure les fonctions de vice-président de la Commission et est soumis à des obligations particulières vis-à-vis du Conseil et au Parlement européen¹. La désignation doit être approuvée par le Parlement européen, à la majorité de ses membres.

Article 83. Présidence²

1. La Commission remplit sa mission dans le respect des orientations politiques définies par son Président, *qui en décide l'organisation interne pour garantir la cohérence, l'efficacité et la collégialité de son action.*

Les compétences de la Commission sont réparties entre les membres par le Président. Le Président peut modifier la répartition des compétences pendant le mandat. Les membres de la Commission exercent les fonctions qui leur sont attribuée sous son autorité.

2. *Après délibération du collège, le Président nomme un ou deux vice-présidents parmi les membres de la Commission, en plus du Haut Représentant.*

3. *Après délibération du collège, le président pose la question de confiance au Parlement. Le refus de la confiance de la majorité des députés qui composent le Parlement entraîne la démission de la Commission³.*

4. *A cause de graves erreurs commises dans l'exercice de ses fonctions, chaque membre de la Commission doit démissionner sur demande du Président de la Commission.*

Article 84. Fonctions⁴

Aux fins d'assurer le fonctionnement et le développement de l'Union la Commission :

- a) *exerce le pouvoir d'initiative législative* et participe à la formation des actes *adoptés en codécision par le Parlement et le Conseil⁵* ;
- b) *veille à l'application des disposition de la Constitution et du Traité* et des dispositions adoptée par les institutions en application *de la Constitution et du Traité* ;
- c) *formule des recommandations ou des avis sur les matières qui font l'objet du Traité, si celui-ci le prévoit expressément ou si elle l'estime nécessaire* ;
- d) *dispose d'un pouvoir de décision propre et exerce les compétences nécessaires pour la mise en œuvre des actes législatifs de l'Union⁶.*

¹ 25.10.2001 Résolution sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique extérieure et de sécurité commune (Brok) par. 2 et 3 ; 31.05.2001, Résolution sur le traité de Nice et le futur de l'Union européenne (Mendez de Vigo, Seguro), par. 17 ; 25.10.2001, Résolution sur la réforme du Conseil (Poos), par. 15.

² Version consolidé de l'art. 219.1 TCE, de l'art. 217 TCE et de l'art. 215 TCE, tel que modifié par le Traité de Nice. 30.11.2000, Résolution du Parlement européen sur la préparation du Conseil européen de Nice (B5-0884, 0886, 0891/2000), par 4 deuxième tiret.

³ 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 13.1.

⁴ Nouvelle écriture de l'art. 211 TCE.

⁵ 29.11.2001, Processus constitutionnel et futur de l'Union (Leinen Mendez de Vigo), par. 4 c) ; 31.05.2001, Traité de Nice et futur de l'UE (Mendez de Vigo, Seguro), par. 29.

⁶ 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 13.2.

Article 85. Votes¹

Les délibérations de la Commission sont acquises à la majorité de ses membres.

CHAPITRE V LA COUR DE JUSTICE

Article 86. Composition et nomination²

1. La Cour de justice se compose *d'un nombre impair de juges non inférieur au nombre des Etats membres et d'un nombre d'avocats généraux égal à la moitié des juges*³. Si la Cour de justice le demande, le Conseil, *statuant à la majorité qualifiée et après avis conforme du Parlement européen*, peut augmenter le nombre des avocats généraux.

L'avocat général a pour rôle de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions motivées sur les affaires qui, conformément au statut de la Cour de justice, requièrent son intervention.

2. Les juges et les avocats généraux sont choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leur pays respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles, ou qui sont des jurisconsultes possédant des compétences notoires. Leur mandat dure *neuf années et n'est pas renouvelable*⁴. *Ils sont nommés par le Conseil à la majorité qualifiée après avis conforme du Parlement européen*.⁵

3. Le statut de la Cour de justice est établi par un protocole *annexé au Traité*. Le conseil, *statuant à la majorité qualifiée*, sur demande de la Cour de justice et *après avis conforme* du Parlement européen, peut modifier les dispositions du statut.

4. La Cour de justice établit son règlement de procédure⁶.

Article 87. Fonctions⁷

La Cour de justice et le Tribunal de première instance assurent, dans le cadre de leurs compétences respectives, le respect du droit dans l'interprétation et dans l'application *de la Constitution et du Traité*.

A la Cour de justice et au Tribunal de première instance peuvent être adjointes des chambres juridictionnelles chargées d'exercer, dans certains secteurs spécifiques, des compétences juridictionnelles prévues par le Traité.

¹ Art. 219 deuxième phrase TCE.

² Art. 221, 222 et 223 TCE, tels que modifiés par le Traité de Nice.

³ 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 14.

⁴ 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 15.

⁵ 29.11.2001, Processus constitutionnel et futur de l'Union (Leinen, Mendez de Vigo), par.4 i) ; 31.05.2001, Traité de Nice et futur de l'Union européenne (Mendez de Vigo, Seguro), par. 21.

⁶ Les paragraphes 4 et 5 proviennent de l'art. 245 TCE modifié par 13.04.2000, CIG: Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 16.

⁷ Art. 220 TCE tel que modifié par le Traité de Nice.

Article 88. Tribunal de première instance¹

1. Le Tribunal de première instance se compose d'au moins un juge par Etat membre. Le nombre de juges est établi par le statut de la Cour de justice. Le statut peut prévoir que le Tribunal soit assisté par des avocats généraux.

2. Les membres du Tribunal de première instance sont choisis parmi les personnes offrant toute garantie d'indépendance et possédant la capacité requise pour l'exercice de fonctions juridictionnelles. Ils restent en charge ***pour une période de neuf années non renouvelable². Ils sont nommés par le conseil à la majorité qualifiée après avis conforme du Parlement européen³.***

3. Sauf disposition contraire du statut de la Cour de justice, les dispositions du *Traité* relatives à la Cour de justice sont applicables au Tribunal de première instance.

Les compétences et les règles de procédure du Tribunal sont prévues par le Traité et par le statut de la Cour de justice⁴.

CHAPITRE VI LA COUR DES COMPTES

Article 89. Composition et nomination⁵

1. La cour des comptes est composée d'un citoyen de chaque Etat membre.

2. Les membres de la Cour des comptes sont choisis parmi les personnalités qui font ou qui ont fait partie, dans leur pays respectif, des institutions de contrôle extérieur ou qui possèdent une qualification spécifique pour cette fonction. Ils doivent offrir toutes les garanties d'indépendance.

3. Les membres de la Cour des comptes sont nommés ***par le Conseil à la majorité qualifiée après avis conforme du Parlement européen⁶. Ils restent en charge six années. Leur mandat est renouvelable.***

4. Les membres de la Cour des comptes exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de l'Union.

Dans l'accomplissement de leurs fonctions, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions.

¹ Art. 224 et 225 TCE tels que modifiés par le Traité de Nice.

² 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 15.

³ 29.11.2001, Processus constitutionnel et futur de l'Union (Leinen, Mendez de Vigo) par. 4 i) ; 31.05.2001, Traité de Nice et futur de l'Union européenne (Mendez de Vigo, Seguro), par. 21.

⁴ Renvoi au Traité et au Statut de la Cour de justice pour les parties qui n'ont pas une relevance constitutionnelle.

⁵ Art. 247.2,3 et 4 TCE.

⁶ 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 26 et 30.5.

Article 90. Fonctions¹

1. La Cour des comptes assure le contrôle des comptes

2. *Selon les modalités fixées par le Traité²*, la Cour des comptes examine les comptes de la totalité des recettes et des dépenses *de l'Union*. Elle examine également les comptes de la totalité des recettes et des dépenses de tout organisme créé par l'*Union*, dans la mesure où l'acte de fondation n'exclut pas cet examen.

Elle assiste le Parlement européen et le Conseil dans l'exercice de leur fonction de contrôle de l'exécution du budget.

CHAPITRE VII LES COMITES CONSULTATIFS

Article 91. Le Comité économique et social³

1. Le Comité économique et social est composé, *selon les modalités fixées par le Traité⁴*, des représentants des différentes catégories de la vie économique et sociale de la société civile organisée, notamment des producteurs, des agriculteurs, des transporteurs, des travailleurs, des négociants et artisans, des professions libérales et de l'intérêt général.

Le nombre des membres du Comité économique et social ne peut dépasser un tiers des membres du Parlement européen⁵.

Les membres du Comité ne doivent être liés par aucun mandat impératif.

2. Le Conseil et la Commission consultent obligatoirement le Comité dans les cas prévus *par le Traité*. Il peut être consulté par ces institutions dans tous les cas où elles le jugent opportun. Il peut prendre l'initiative d'émettre un avis dans les cas où il le juge opportun.

ARTICLE 92. Le comité des régions⁶

1. Le Comité des régions est composé, *selon les modalités fixées par le Traité⁷*, des représentants des collectivités régionales et locales qui sont soit titulaires d'un mandat électoral au sein d'une collectivité régionale ou locale, soit politiquement responsables devant une assemblée élue.

Le nombre des membres du Comité des Régions ne dépasse pas trois cent cinquante⁸.

Les membres du Comité ne doivent être liés par aucun mandat impératif. Il s'exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de l'Union.

2. Le conseil ou la Commission consultent obligatoirement le Comité des Régions dans les cas prévus *par le Traité* et dans tous les autres cas où une de ces institutions le juge opportun, en particulier dans les cas concernant la coopération transfrontalière.

¹ Art. 246 et 248 TCE tel que modifié par le Traité de Nice (parties en italique).

² Renvoi au Traité pour se qui n'est pas de rang constitutionnel

³ Art. 257, 258, 259 et 262 TCE tels que prévus et modifiés par le Traité de Nice. Fusion des paragraphes 1 et 2 originaires.

⁴ Renvoi au Traité pour se qui n'est pas de rang constitutionnel

⁵ 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par.29.1.

⁶ Nouvelle écriture de l'art 263 TCE tel que modifié par le Traité de Nice.

⁷ Renvoi au Traité pour la partie qui n'a pas de relief constitutionnel

⁸ Art 263.2 TCE tel que modifié par le Traité de Nice

CHAPITRE VIII LE SYSTEME EUROPEEN DES BANQUES CENTRALES ET LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

Article 93. Lignes essentielles¹

Le SEBC est composé de la BCE et des banques centrales nationale.

La BCE a la personnalité juridique.

Le SEBC est dirigé par les organes de décision de la BCE, qui sont le conseil des gouverneurs et le directoire.

Article 94. Le conseil des gouverneurs et le directoire²

1. Le conseil des gouverneurs de la BCE se compose des membres du directoire de la BCE et des gouverneurs des banques centrales nationales.

2. Le directoire se compose du président, du vice-président et de quatre autres membres.

Le président, le vice-président et les autres membres du directoire sont nommé d'un commun accord par les gouvernements des Etats membres au niveau des Chefs d'Etats et de gouvernements, sur recommandation du Conseil et après *avis conforme*³ du Parlement européen et après consultation du conseil des gouverneurs de la BCE, parmi les personnes dont l'autorité et l'expérience professionnelle dans le domaine monétaire ou bancaire sont reconnues.

Leur mandat a une durée de huit ans et n'est pas renouvelable.

Seuls les ressortissants des Etats membres peuvent être membres du directoire.

3. Dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs qui leur ont été conférés ni la BCE, ni une banque centrale nationale ni un membre de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes *de l'Union*, des gouvernements des Etats membres ou de tout autre organisme⁴.

Article 95. Fonctions

1. Les missions fondamentales relevant du SEBC consistent à :

- a) définir et mettre en œuvre la politique monétaire de l'Union
- b) conduire les opérations de change
- c) détenir et gérer les réserves officielles de change des Etats membre
- d) promouvoir et régler le fonctionnement des systèmes de paiement
- e) contribuer aux politiques des autorités compétentes en ce qui concerne la surveillance des autorités de crédit et de la stabilité du système financier***⁵.

2. La BCE est seule habilitée à autoriser l'émission de billet de banque à l'intérieur de l'Union. la BCE et les banques centrales nationale peuvent émettre de tels billets. Les billets de banque émis par la BCE et les banques centrales nationales sont les seuls à avoir cours légal dans l'Union.

¹ Art. 107.1, 2 et 3 TCE.

² Art. 112 TCE

³ 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 30.5.

⁴ Simplification de l'article 108 TCE

⁵ Nouvelle écriture de l'art. 3.3 du statut du SEBC

CHAPITRE IX LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Article 96. Lignes essentielles et fonctions¹

1. La Banque européenne d'investissement a la personnalité juridique.

Les membres de la Banque européenne d'investissement sont les Etats membres.

2. La Banque européenne d'investissement a pour mission de contribuer, en faisant appel aux marchés de capitaux et à ses ressources propres, au développement équilibré et sans heurt du marché commun dans l'intérêt de l'Union. A cette fin, elle facilite, par l'octroi de prêts et de garanties, sans poursuivre de but lucratif, le financement des projets cités *dans le Traité*² dans tous les secteurs de l'économie.

TITRE V ACTES ET PROCEDURES

Article 97. Les instruments juridiques de l'Union³

1. L'Union poursuit les objectifs *prévus dans le titre II* :

a) en adoptant des *actes législatifs* exprimés en règlements et directives

b) en prenant des décisions

c) en formulant des recommandations ou des avis

d) en décidant des stratégies communes

e) en adoptant des actions commune et des positions communes

f) en renforçant la coopération systématique entre Etats membres pour la conduite de leur politique.

2. Le règlement a une portée générale. Il est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans chacun des Etat membres.

La directive lie tout Etat membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationale la compétence quant à la forme et aux moyens.

La décision est obligatoire dans tous ses éléments pour les destinataires désignés par celle-ci.

La recommandation et les avis ne sont pas contraignants.

Les stratégies communes sont mise en œuvre dans les secteurs dans lesquels les Etats membres ont d'importants intérêts communs. Ils fixent des objectifs, la durée et les moyens que l'Union et les Etats membres doivent fournir.

Les actions communes gèrent des situations spécifiques où une intervention opérative de l'Union est nécessaire. Elles définissent les objectifs, la portée et les moyens dont l'Union doit disposer, les conditions de mise en œuvre et, si nécessaire, la durée.

Les positions communes définissent l'approche de l'Union sur une question de nature géographique ou thématique particulière. Les Etats membres font en sorte que leur politiques nationales soient conformes aux positions communes.

¹ Fusion de l'art. 266 TCE, tel que modifié par le Traité de Nice, et de parties sélectionnées de l'art. 267.

² Renvoi au Traité

³ Nouvelle écriture de parties sélectionnées des articles 249 TCE, 12, 13, 14 et 34 TUE. Sur ce thème une résolution du PE est en cours d'élaboration : Hiérarchie des normes/typologie des actes (Bourlanges) ; le "projet Spinelli" de 1984 (Résolution du parlement européen sur le projet de Traité instituant l'Union européenne du 14 février 1984) prévoyait deux types d'actes législatifs : les lois organiques et les lois.

Article 98. Procédure de codécision pour l'adoption des actes législatifs¹

1. Le Parlement européen et le Conseil exercent conjointement le pouvoir législatif, avec la participation de la Commission².

2. La Commission présente une proposition au Parlement européen et au Conseil.

3. Les propositions législatives de la commission sont mises à la disposition des gouvernements des Etats membres en temps utile pour leur permettre d'être sûrs que les Parlements nationaux peuvent les recevoir³.

Le conseil, statuant à la majorité qualifiée, après avis du Parlement européen :

a) s'il approuve tous les amendements figurant dans l'avis du Parlement européen, peut arrêter l'acte proposé ainsi amendé ;

b) si le Parlement européen ne propose aucun amendement, peut arrêter l'acte proposé ;

c) dans les autres cas, arrête une position commune et la transmet au Parlement européen. Le Conseil informe pleinement le Parlement européen des raisons qui l'ont conduit à arrêter sa position commune. la Commission informe pleinement le Parlement européen de sa position.

Si, dans un délai de trois mois après cette transmission, le Parlement européen :

a) approuve la position commune ou ne s'est pas prononcé, l'acte concentré est réputé arrêté conformément à cette position commune ;

b) rejette, à la majorité absolue des membres qui le composent, la position commune, l'acte proposé est réputé non adopté ;

c) propose, à la majorité absolue des membres qui le composent, des amendements, le texte ainsi amendé est transmis au Conseil et à la Commission, qui émet un avis sur ces amendements.

4. Pour rendre plus aisé l'exposé des positions respectives et favoriser les accords, des représentants du Parlement européen peuvent participer aux réunions du Conseil et des représentants du Conseil peuvent participer aux réunions du Parlement européen. Les représentants du Parlement européen et du conseil ont le droit de prendre la parole⁴.

5. Si, dans un délai de trois mois après réception des amendements du Parlement européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, approuve tous ces amendements, l'a acte concerné est réputé arrêté sous la forme de la position commune ainsi amendée ; toutefois, le Conseil statue à l'unanimité sur les amendements ayant fait l'objet d'un avis négatif de la Commission. Si le Conseil n'approuve pas tous les amendements, le président du Conseil, en accord avec le Président du Parlement européen, convoque le comité de conciliation dans un délai de six semaines.

¹ Nouvelle écriture de l'article 251 TCE avec les ajouts tirés de 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 31.2 ; de 29.11.2001, Processus constitutionnel et futur de l'Union (Leinen, Mendez de Vigo) par 4 c) ; de 31.05.2001, Traité de Nice et futur de l'Union européenne (Mendez de Vigo, Seguro), par. 29, qui prévoient la généralisation de la procédure de codécision.

² Nouvelle formulation de l'art. 36 du "Projet Spinelli" de 1984 (Résolution du Parlement européen sur le projet de Traité instituant l'Union européenne du 14 février 1984).

³ Point 2 du Protocole sur le rôle des Parlements nationaux dans l'Union européenne. Cette modification tient compte des indications contenue dans 7.02.2002, Relations Parlement européen/Parlements nationaux dans la construction européenne (Napolitano), par. 1, qui pourtant ne proposent pas expressément la modification en question.

⁴ 25.10.2001, Réforme du Conseil (Poos), par. 20.

6. Le comité de conciliation, qui réunit les membres du Conseil ou leurs représentants et autant de représentants du Parlement européen, a pour mission d'aboutir à un accord sur un projet commun à la majorité qualifiée des membres du Conseil ou de leurs représentants et à la majorité des représentants du Parlement européen. la Commission participe aux travaux du comité de conciliation et prend toutes les initiatives nécessaires en vue de promouvoir un rapprochement des positions du Parlement européen et du Conseil. Pour s'acquitter de sa mission, le comité de conciliation examine la position commune sur la base des amendements proposés par le Parlement européen.

7. Si, dans un délai de six semaines après sa convocation, le comité de conciliation approuve un projet commun, le Parlement européen et le conseil disposent chacun d'un délai de six semaines à compter de cette approbation pour arrêter l'acte concerné conformément au projet commun, à la majorité absolue des suffrages exprimés lorsqu'il s'agit du Parlement européen et à la majorité qualifiée lorsqu'il s'agit du Conseil. En l'absence d'approbation par l'une ou l'autre des deux institutions dans le délai visé, l'acte proposé est réputé non adopté.

8. Lorsque le comité de conciliation n'approuve pas de projet commun, l'acte proposé est réputé non adopté.

9. Les délais de trois mois et de six semaines visés au présent article sont prolongé respectivement d'un mois et de deux semaines au maximum à l'initiative du Parlement européen ou du Conseil.

Article 99. Caractères et formes des actes législatifs¹

Les actes législatifs de l'Union sont motivés et visent les propositions ou avis obligatoirement recueillis. Ils sont signés par le Président du Parlement européen et par le Président du Conseil, ils sont publiés au Journal Officiel de l'Union, ils entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.

Article 100. Les actes d'exécution de l'Union²

Les actes d'exécution de l'Union se basent sur les actes législatifs de l'Union, et doivent en respecter les dispositions. Ils sont adoptés, sauf les compétences autonomes d'institutions et d'organes particuliers, par la Commission. Les modalités de contrôle seront établies par le Parlement européen et par le conseil, avec la procédure de codécision, dans un délai de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de la Constitution.

TITRE VI CONTROLE JURISDICTIONNEL

Article 101. Recours pour violation des obligations découlant de la Constitution et du Traité³

1. Si la Commission estime qu'un Etat membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution et du Traité, elle émet un avis motivé à ce sujet, après avoir mis cet Etat en mesure de présenter ses observations.

¹ Art. 253 et 254 TCE.

² 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 31.2.

³ Art. 226, 227 et 228 TCE.

Si l'Etat en cause ne se conforme pas à cet avis dans le délai déterminé par la Commission, celle-ci peut saisir la Cour de justice.

2. Chacun des Etats membres peut saisir la cour de justice, *selon les modalités prévues par le Traité*¹ s'il estime qu'un autre Etat membre a manqué à une de ses obligations qui lui incombent en vertu de la *Constitution et du Traité*.

3. Si la Cour de justice reconnaît qu'un Etat membre a manqué à une des obligations qui lui incombent, cet Etat est tenu de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.

Article 102. Recours de légitimité des actes adoptés par les institutions de l'Union².

1. La Cour de justice contrôle la légalité des actes adoptés conjointement par le Parlement européen et le Conseil, de la Commission et de la BCE, autres que les recommandations et les avis, et des actes du Parlement européen destinés à produire des effets juridiques vis-à-vis des tiers.

A cet effet, la Cour est compétente pour se prononcer sur les recours pour incompétence, violation des formes substantielles, violation de la *Constitution et du Traité* ou de toute règle de droit relative à son application, ou détournement de pouvoir, formés par un Etat membre, le Conseil ou la Commission.

2. La Cour de justice est compétente, dans les mêmes conditions, pour se prononcer sur les recours formés par le Parlement européen, par la cour des comptes et par la BCE, qui tendent à la sauvegarde des prérogatives de ceux-ci.

3. Toute personne physique ou morale peut former, dans les mêmes conditions, un recours contre les décisions dont elle est le destinataire et contre les décisions qui, bien que prises sous l'apparence d'un règlement ou d'une décision adressée à une autre personne, la concernent directement *ou*³ individuellement.

Article 103. Recours en manquement⁴

1. Dans le cas où, en violation de la *Constitution et du Traité*, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission s'abstiennent de statuer, les Etats membres et les autres institutions de l'Union peuvent saisir la Cour de justice en vue de faire constater cette violation. Ce recours n'est recevable que si l'institution en cause a été préalablement invitée à agir.

2. Toute personne physique ou morale peut saisir la Cour de justice dans les conditions fixées aux alinéas précédents pour faire grief à l'une des institutions de l'Union d'avoir manqué de lui adresser un acte autre qu'une recommandation ou un avis.

La Cour de justice est compétente, dans les mêmes conditions, pour se prononcer sur les recours formés par la BCE dans les domaines relevant de ses compétences ou intentés contre elle.

¹ Renvoi au traité pour se qui n'est pas de rang constitutionnel

² Simplification des art. 230 et 231 TCE.

³ 16.03.2000, Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (Duff, Voggenhuber) par. 15 d) demande l'extension de l'accès à la Cour de justice pour toutes les personnes auxquelles la Charte des droits s'applique. D'ailleurs, dans l'arrêt 3.05.2002 du Tribunal de première instance, Jégo-Quéré c. Commission, le Tribunal a accueilli le recours en donnant une interprétation plus large de l'expression de l'art. 230.4 TCE ; ordonnance du Président de la Cour de justice, 12.10.2000, Federación de Confradías de Pescadores c. Conseil ; arrêt de la Cour de justice 25.07.2002, Unión de Pequeños Agricultores c. Conseil.

⁴ Simplification des art. 232 et 233 TCE.

Article 104. Renvoi préjudiciel¹

La Cour de justice est compétente pour statuer, à titre préjudiciel :

- a) sur l'interprétation *de la Constitution et du Traité*,
- b) sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions *de l'Union* et par la BCE,
- c) sur l'interprétation des statuts des organismes créés *d'après la Constitution et le Traité*.²

Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des Etats membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de justice de statuer sur cette question.

Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de justice.

Article 105. Statut de la Cour³

1. Le statut de la Cour est établi par un protocole séparé. le Conseil, statuant à l'unanimité sur demande de la cour de justice et après consultation de la Commission du Parlement européen, peut modifier les dispositions du statut.

2. *La Cour de justice établit son propre règlement de procédure. Ce règlement est soumis à l'approbation du Conseil.*

3. *Le statut de la Cour définit les pouvoirs de la Cour et les autres recours qui peuvent lui être présentés*.⁴

TITRE VII DISPOSITIONS FINANCIERES ET BUDGETAIRES

Article 106. Budget⁵

1. Toutes les recettes et les dépenses de l'Union, y compris celles qui se rapportent au Fonds social européen, doivent faire l'objet de prévisions pour chaque exercice budgétaire et être inscrites au budget.

Les dépenses administratives entraînées pour les institutions dans le cadre *de la politique étrangère et de sécurité commune et de la coopération judiciaire et de police en matière pénale sont à charge du budget*.⁶ Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en œuvre desdites dispositions *sont* à la charge du budget.

Le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses.

¹ Art. 234 TCE

² On supprime la limitation du contrôle juridictionnel aux cas prévus par les statuts, contraire au principe de légalité.

³ Fusion et simplification des articles 242, 243 et 244 TCE.

⁴ Renvoi au Traité et au statut de la Cour pour la partie qui n'a pas de relief constitutionnel.

⁵ Art. 268 et 269 TCE.

⁶ Provient de la fusion des piliers ; 14.03.2002, Personnalité juridique de l'Union européenne (Carnero Gonzalez), par.2.

2. Le budget est, sans préjudice des autres recettes, intégralement financé par les ressources propres *dont le montant est fixé par le Parlement européen en codécision avec le Conseil*¹.

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après *avis conforme*² du Parlement européen, arrête les dispositions relatives au système des ressources propres de l'Union dont il recommande l'adoption par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 107 Péréquation financière³

Un système de péréquation financière est établi pour réduire les déséquilibres économiques excessifs entre les régions. Le Traité établit les modalités d'application de ce système.

Article 108. Discipline budgétaire⁴

En vue d'assurer la discipline budgétaire, la Commission ne fait pas de proposition d'acte communautaire, ne modifie pas ses propositions et n'adopte pas de mesures d'exécution susceptibles d'avoir des incidences notables sur le budget sans donner l'assurance que cette proposition ou cette mesure peut être financée dans la limite des ressources propres de la Communauté découlant des dispositions fixées par le Conseil en vertu de l'article précédent.

*La procédure budgétaire s'applique aux dépenses obligatoires et aux dépenses non obligatoires*⁵.

Article 109. Intérêts financiers de l'Union⁶

1. La Communauté et les Etats membres combattent la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union par des mesures de dissuasion et telles qu'elles permettent une protection efficace dans les Etats membres.

2. Les Etats membres prennent les mêmes mesures pour combattre la fraude portant atteinte aux intérêts de l'Union que celles qu'ils prennent pour combattre la fraude portant atteinte à leurs propres intérêts financiers.

3. Sans préjudice des autres dispositions du Traité, les Etats membres coordonnent leur action visant à protéger les intérêts financiers de l'Union contre la fraude. A cette fin ils organisent avec la Commission une collaboration étroite et régulière entre les autorités compétentes.

¹ 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 51.4.

² 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 30.5.

³ Art. 73 du "projet Spinelli" de 1984, avec renvoi au Traité.

⁴ Art. 270 TCE

⁵ 29.11.2001, Processus constitutionnel et futur de l'Union (Leinen, Mendez de Vigo), par. 4 d) ; 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 51.1.

⁶ Art. 280.1 et 3 TCE.

Article 110. Le procureur européen¹

1. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après avis conforme du Parlement européen, nomme pour une période de six ans, non renouvelable, un Procureur européen. le Procureur européen est chargé de rechercher, poursuivre, renvoyer devant les tribunaux les auteurs ou les complices des infractions qui portent atteinte aux intérêts financiers de l'Union et d'exercer devant les tribunaux compétents des Etats membres l'action pénale relative à ces infractions dans le cadre des règles fixées par le Traité.

2. Le Procureur européen est choisi parmi les personnalités qui offrent toutes les garanties d'indépendance.

Le Procureur européen exerce ses fonctions en pleine autonomie et ne sollicite ni accepte d'instructions des institutions de l'Union, des gouvernements des Etats membres ni d'aucun autre organisme².

Le statut du Procureur européen est établi avec la procédure de codécision.

TITRE VIII ACCORDS INTERNATIONAUX

Article 111. Conclusion d'accords avec les Etats tiers ou les organisations internationales³

1. Dans les cas où les dispositions de la *Constitution* prévoient la conclusion d'accords entre l'*Union* et un ou plusieurs Etats et organisations internationales, la Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Les négociations sont conduites par la Commission, en consultation avec des comités spéciaux désignés par le Conseil pour l'assister dans cette tâche et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser.

Dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par le présent paragraphe, le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf dans les cas où le paragraphe 2, premier alinéa, prévoit que le Conseil statue à l'unanimité.

2. Sous réserve des compétences reconnues à la Commission dans ce domaine, la signature, et la conclusion des accords sont décidées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, ***avec l'avis conforme du Parlement européen⁴.***

¹ 29.11.2001, Processus constitutionnel et futur de l'Union (Leinen, Mendez de Vigo), par 3 f), et autres (13.04.2002 Dimitrakopoulos Leinen par. 24 et 25 et 31.02.2001 Mendez de Vigo, Seguro). Le texte est tiré de la proposition présentée par la Commission à la Conférence entre gouvernemental de Nice.

² La formulation est reproduite par analogie avec les règles des autres institutions, de la BCE au Comité des Régions.

³ Nouvelle écriture de l'art. 300.1,2,6 et 7 TCE.

⁴ 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 30.5, 42.2 et 42.3 a), b), c), d), e).

3. Le Conseil, la Commission ou un Etat membre peuvent demander l'avis de la Cour de justice sur la compatibilité d'un accord envisagé avec les dispositions *de la Constitution ou du Traité*. L'accord qui a fait l'objet d'un avis négatif de la Cour de justice ne peut entrer en vigueur qu'*après la révision de la Constitution ou du Traité*.

4. Les accords conclus aux conditions fixées par le présent article lient les institutions de l'*Union et les Etats membres*.

5. *Le Traité peut prévoir des procédures différentes pour les accords qui ont des objets spécifiques.*¹

Article 112. Accords d'association²

L'Union peut conclure avec un ou plusieurs Etats ou organisations internationales des accords créant une association caractérisée par des droits et obligations réciproques, des actions en commun et des procédures particulières.

TITRE IX COOPERATION RENFORCEE

Article 113. Conditions générales³

1. Les Etats membres qui se proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée peuvent recourir aux institutions, procédures et mécanismes prévus *par la Constitution et par le Traité*, à condition que la coopération envisagée :

- a) tende à favoriser les objectifs de l'Union, à protéger et à servir ses intérêts et à renforcer son processus d'intégration et respecte les limites, les conditions et les procédures prévus par le *Traité* ;
- b) reste dans les limites des compétences de l'Union et ne concerne pas des matières qui sont de compétence exclusive de l'Union ;
- c) ne nuise ni au marché intérieur ni à la cohésion économique et sociale
- d) respecte les compétences, les droits et les obligations des Etats membres qui n'y participent pas ;
- e) soit ouverte à tous les Etats membres, conformément au point 3 du présent article.

2. *Dans le secteur de la politique étrangère et de sécurité commune* les coopérations renforcées concernent la mise en œuvre d'une action commune ou d'une position commune. Elles peuvent concerner des questions qui ont des implications militaires ou dans le secteur de la défense⁴.

¹ Renvoi au Traité pour ce qui n'est pas de rang constitutionnel.

² Art. 310 TCE.

³ Art. 43 TUE tel que modifié par le Traité de Nice et art. 43 A et 43 B tels qu'introduits par le Traité de Nice.

⁴ Art. 27 B introduit par le Traité de Nice, la référence à l'exclusion du secteur de la défense dans le cadre des coopérations renforcées, critiquée par 31.05.2001, Traité de Nice et futur de l'Union européenne (Mendez de Vigo, Seguro) est éliminée.

3. Les coopérations renforcées ne sont utilisées qu'en dernier ressort, lorsqu'il a été établi par le Conseil que les objectifs qui leur sont assignés ne peuvent être atteints, dans un délai raisonnable, en appliquant les dispositions pertinentes du Traité.

4. Lors de leur instauration, les coopérations renforcées sont ouvertes à tous les Etats membres. La participation à une coopération renforcée reste possible à tout moment, sous réserve de respecter la décision initiale ainsi que les décisions prises dans ce cadre. La Commission et les Etats membres qui participent à une coopération renforcée veillent à encourager la participation du plus grand nombre possible d'Etats membres.

Article 114. Mise en œuvre de la coopération renforcée¹

1. Aux fins de l'adoption des actes et des décisions nécessaires à la mise en œuvre de la coopération renforcée, les dispositions pertinentes *du Traité* s'appliquent. Toutefois, alors que tous les membres du Conseil peuvent participer aux délibérations, seuls ceux qui représentent des Etats membres participant à la coopération renforcée prennent part à l'adoption des décisions. *La majorité qualifiée dans ce cadre est celle de l'art. 80, qui ne prend en compte que les Etats membres concernés.*² L'unanimité est constituée par les membres du Conseil intéressés.

De tels actes et décisions ne font pas partie de l'acquis de l'Union.

2. Les Etats membres appliquent, dans la mesure où ils sont concernés, les actes et décisions pris pour la mise en œuvre de la coopération renforcée à laquelle ils participent. De tels actes et décisions ne lient que les Etats membres qui y participent et ne sont, le cas échéant, directement applicables que dans ces Etats. Les Etats membres ne participant pas à la coopération renforcée n'entravent pas sa mise en œuvre par les Etats membres qui y participent.

3. Les dépenses résultant de la mise en œuvre d'une coopération renforcée, autres que les coûts administratifs occasionnés pour les institutions, sont à la charge des Etats membres qui y participent, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité de tous ses membres après *avis conforme*³ du Parlement européen, n'en décide autrement.

4. Le Conseil et la Commission assurent la cohérence des actions entreprises sur la base du présent titre, ainsi que la cohérence de ces actions avec les politiques de l'Union, et coopèrent à cet effet.

TITRE X DISPOSITIONS FINALES

Article 115. Adhésion à l'Union⁴

1. Tout Etat européen qui respecte les principes *de la Constitution* peut demander à devenir membre de l'Union. Il adresse sa demande au Conseil, lequel se prononce à l'unanimité, après consultation de la Commission et avis conforme du Parlement européen, qui statue à la majorité absolue des membres qui le composent.

2. Les conditions de l'admission, et les adaptations éventuelles *du Traité* que cette admission entraîne en ce qui concerne les traités sur lesquels est fondée l'Union, font l'objet d'un accord entre les Etats membres et l'Etat demandeur. Ledit accord est soumis à la ratification par tous les Etats

¹ Art. 44 et 45 TUE tels que modifiés par le Traité de Nice.

² Adaptation nécessaire pour la nouvelle modalité de calcul de la majorité qualifiée opérée dans le présent travail.

³ 25.10.2000, Coopération renforcée (Gil-Robles Gil Delgado), par. 13

⁴ Art.49 TUE

contractants, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 116. Suspension des droits d'un Etat membre¹

1. Sur proposition motivée d'un tiers des Etats membres, du Parlement européen ou de la Commission, le Conseil, statuant à la majorité des quatre cinquièmes de ses membres après avis conforme du Parlement européen, peut constater l'existence évidente d'un risque de violation grave de la part d'un Etat membre d'un ou de plusieurs principes *de la Constitution* et lui adresser les recommandations appropriées. Avant de procéder à cette constatation le Conseil écoute l'Etat membre en question et, statuant selon la même procédure, peut demander à des personnalités indépendantes de présenter dans un délai raisonnable un rapport sur la situation de l'Etat membre en question.

Le Conseil vérifie régulièrement si les motifs qui l'ont conduit à cette constatation restent d'actualité.

2. Le Conseil, réuni au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement et statuant à l'unanimité, sur proposition d'un tiers des Etats membres ou de la Commission et après avis conforme du Parlement européen, peut constater l'existence d'une violation grave et persistante par un Etat membre des principes *de la Constitution*, après avoir invité le gouvernement de l'Etat membre en question à présenter ses observations².

3. Lorsqu'une telle constatation est faite, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider de suspendre certains droits découlant de l'application *de la Constitution et du Traité* à l'Etat membre en question, y compris le droit de vote du représentant du gouvernement de cet Etat au Conseil. Ce faisant, le Conseil tient compte des conséquences éventuelles d'une telle suspension sur les droits et obligations des personnes physiques ou morales.

Les obligations qui incombent à l'Etat membre en question au titre *de la Constitution et du Traité* restent en tout état de cause contraignantes pour cet Etat.

4. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider par la suite de modifier les mesures prises au titre du paragraphe 2 ou d'y mettre fin pour répondre à des changements de la situation qui l'a conduit à imposer ces mesures.

5. Aux fins du présent article, le Conseil statue sans tenir compte du vote du représentant du gouvernement de l'Etat membre en question ? Les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption des décisions visées au paragraphe 1.

Le présent paragraphe s'applique également en cas de suspension des droits de vote conformément au paragraphe 2.

¹ Art. 7 TUE tel que modifié par le Traité de Nice.

² Le "Projet Spinelli de 1984 prévoyait à l'art. 44 que la constatation de la violation soit faite par la Cour de justice, tandis que la décision sur les mesures éventuelles à prendre reste de compétence du Conseil. Le Parlement a par ailleurs apprécié la nouvelle formulation proposée par le Traité de Nice (19.12.2000, Compte-rendu des résultats de la Conférence intergouvernementale, Tsaos).

6. Aux fins du *présent article*, le Parlement européen statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées, représentant une majorité de ses membres.

Article 117. Procédure de révision de la Constitution¹

1. Le gouvernement de tout Etat membre, *le Parlement européen* ou la Commission *peuvent proposer des projets tendant à modifier la Constitution*.

2. Si le Conseil, *après avoir consulté*, le cas échéant, le Parlement européen et la Commission, émet un avis favorable, *les projets sont soumis à une Convention, qui se compose d'un représentant pour chaque chef d'Etat et de gouvernement, de deux représentants pour chacun des Parlements nationaux, d'un nombre de membres du Parlement européen égal à celui des représentants des chefs d'Etat de gouvernement, et de deux représentants de la Commission*.

La Convention rédige son propre règlement et élit en son sein son propre Président.

3. *Les propositions de modifications élaborées par la Convention sont approuvées à la majorité des quatre cinquièmes de ses membres par une conférence des représentants des gouvernements des Etats membres, convoquée par le Président du Conseil².*

4. *Lorsque les modifications auront été ratifiées par une majorité des Etats membres dont la population constitue les deux tiers de la population totale de l'Union, les gouvernements des Etats membres qui auront ratifié se réuniront immédiatement pour décider d'un commun accord et avec l'avis conforme du Parlement européen les procédures et la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions constitutionnelles et les relations à établir dans ce domaine avec les autres Etats membres³.*

¹ Art. 48 TUE tel que modifié sur base de 7.02.2002, Relations PE/Parlements nationaux dans la construction européenne (Napolitano), par. 21, où on demande d'utiliser la méthode "convention" pour la révision de la Constitution. Le Parlement européen a le pouvoir de présenter des projets de révision.

² Cette solution se justifie par déduction : d'un côté on veut une Constitution, donc un système autonome, dont la vie ne peut dépendre du droit de veto d'un seul Etat membre, lorsque sa population constitue une petite minorité de toute la population de l'Union, d'un autre côté on veut une différenciation par rapport aux procédures de modification du Traité, plus simples. 16.05.2002 Délimitation des compétences entre l'Union européenne et les Etats membres (Lamassoure) par.10 ; 25.10.2000, Constitutionnalisation des Traités (Duhamel), par.9. La majorité des quatre cinquièmes est indiquée (en analogie avec celle prévue par l'art. 116.1) pour la différencier de celle des deux tiers prévue pour la révision du Traité.

³ Nouvelle écriture de l'art.82.2 du "projet Spinelli" de 1984 (Résolution du Parlement européen sur le projet de Traité instituant l'Union européenne du 14 février 1984).

Article 118. Procédure de révision du Traité¹

1. Le gouvernement de tout Etat membre, *le Parlement européen* ou la Commission *peuvent proposer des projets tendant à modifier le Traité*.
2. Si le Conseil, *après avis conforme du Parlement européen*², et, le cas échéant, après avoir consulté la Commission, émet un avis favorable à la convocation d'une conférence des représentants des gouvernements des Etats membres, celle-ci est convoquée par le Président du Conseil pour établir, avec le vote *de la majorité des deux tiers de ses membres*, les modifications à apporter *au Traité*. Dans le cas où il s'agirait de modifications institutionnelles dans le secteur monétaire, la Banque centrale européenne est consultée.
3. Les amendements entrent en vigueur lorsqu'ils ont été ratifiés *par une majorité des Etats membres dont la population représente les deux tiers de la population totale de l'Union*³.

_____ -

¹ Nouvelle écriture avec les modifications de l'art. 48 TUE, avec attribution au Parlement européen de la faculté de présenter des projets de révision.

² 13.04.2000, CIG : Adapter les institutions pour réaliser avec succès l'élargissement (Dimitrakopoulos, Leinen), par. 30.5.

³ La majorité des deux tiers des membres du Conseil est inscrite pour la différencier de celle prévue pour la révision de la Constitution. La majorité des Etats membres dont la population représente les deux tiers de la population totale de l'Union est tirée de l'art. 82.2 du "projet Spinelli" de 1984.